

LES JEUNES DANS LE MOUVEMENT CROIX DE FEU-PSF

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 6, 2000-2001

Jean-Paul THOMAS

Le sujet est paradoxal : il n'y eut pas d'organisation de jeunesse au PSF et, avant lui, les Volontaires nationaux (VN) furent d'une nature ambiguë. Il n'y a que l'ébauche d'une organisation d'étudiants : les Centres universitaires du PSF. Pourtant le mouvement du colonel de La Rocque fut une pépinière, dont les voies ultérieures furent curieusement étrangères, pour l'essentiel, aux activités spécifiques qu'il pouvait proposer aux très nombreux jeunes qu'il réunissait.

Des Volontaires nationaux aux JPSF d'Alsace : la piste incertaine des jeunessees.

Le paradoxe en est-il vraiment un ? En fait, il faut se rappeler que le mouvement Croix de feu reposait, depuis sa prise en mains par le colonel de La Rocque sur une problématique des générations: les anciens combattants du front faisaient l'éducation civique et morale des Volontaires nationaux, en attendant de convertir la nation toute entière¹. Cette idéologie est plus surprenante pour le parti qu'était le PSF, créé en 1936. Elle fut pourtant la manifestation la plus claire de la continuité avec l'ancienne ligue dissoute dont l'héritier revendiqua la "mystique" en des termes évoquant la semence évangélique. Pour paraphraser : il s'agissait d'assurer "la relève". L'éducation fut une obsession constante et multiforme chez La Rocque et dans son mouvement. "Scoutisme pour grandes

1. Dans l'impossibilité de citer de trop longues références aux propos de La Rocque, nous renvoyons à son livre, *Service public*, publié en 1934. La même problématique est reprise au temps du PSF dans un éditorial du colonel sur le congrès des Centres universitaires ("Jeunesse", in *Le Petit Journal*, 1er mars 1938).

personnes" a dit très justement René Rémond d'un mouvement où les aînés éduquent les cadets. La relève peut être suivie dans les faits. Il y eut une génération VN qui afflua en 1934-1935. A partir de 1936, avec la dissolution et la mutation partisane, émergèrent les jeunes cadres qui en étaient issus, en rapport avec les énormes besoins d'un mouvement devenu millionnaire : orateurs, cadres de l'action sociale...

L'absence d'une JSF était cohérente avec ce modèle. Les statuts précisent que les mineurs de 16 ans pouvaient adhérer au parti, avec l'autorisation du tuteur légal, mais on précisait cocassement que les plus jeunes pouvaient également le faire, dans les mêmes conditions. Les fichiers révèlent l'ampleur des adhésions familiales, bambins compris, et le chercheur n'a aucun mal à interviewer des témoins encore "jeunes" (... retraités) qui furent de réels militants en culotte courte. Le PSF est une "grande famille": cette affirmation répétée de l'atmosphère chaleureuse du mouvement décrit avec quelque vérité la sociabilité qui le caractérisait, à couleur de kermesses, de bals, d'activités sportives, culturelles, sociales, multiples et parfois édifiantes mais peu politiques, pour tous les publics et toutes les générations : certaines étaient particulièrement destinées aux jeunes. Que seraient-ils aller chercher dans une organisation nationale propre ? En revanche, et pour des raisons bien compréhensibles, des groupes de jeunes gens et de jeunes filles furent organisés dans chaque section : leurs activités souvent ludiques apparaissent dans les organes régionaux du parti.

Les Volontaires nationaux posent un problème : ont-ils été un mouvement de jeunesse dont la crise de 1935 aurait dissuadé La Rocque de rééditer l'expérience au temps du PSF ? En fait il n'y a pas de discontinuité de ce point de vue entre la ligue et le parti. L'association des "anciens combattants de l'avant" était logiquement vouée à l'extinction lente. C'était pour assurer la pérennité de son œuvre de défense patriotique et de conversion morale du pays, qu'après les *Fils et filles de Croix de feu* en 1931, furent créés, entre autres, les Volontaires nationaux, en octobre 1933 : tout français non mobilisable entre 1914 et 1918 put désormais adhérer. Le succès fit du "Regroupement national autour des Croix de feu", sur la lancée du 6 février 1934, une ligue où les anciens combattants ne représentaient plus qu'une minorité : à ce stade, il s'agit d'un changement de nature, par l'émergence d'un mouvement politique, quoique se voulant "non politicien". La question n'est pas ici de savoir s'il était, dès le départ, intentionnel – c'est probable de la part de La Rocque –, ou s'il fut imposé par la demande pressante de jeunes en quête d'activité, voire par l'attente générale, à droite, d'un pôle de regroupement des "nationaux". Il faut simplement constater que cette mutation irréversible fut canalisée. Les Volontaires nationaux étaient un regroupement sans autonomie, lié organiquement aux Croix de feu. Activités et mobilisations étaient communes, mais dans une relation hiérarchique : à chaque

section Croix de feu correspondait une section de Volontaires nationaux ; le président de la seconde était désigné par le premier et lui demeurait subordonné dans tous ses actes. Il n'y avait pas d'organisation nationale distincte, malgré l'existence de locaux centraux propres et d'un Conseil d'administration, formé d'une majorité de Croix de feu nommés par La Rocque. En revanche quelques responsables VN désignés pour différentes tâches – dont les fameux "Maréchaux" – eurent un rôle organique au sein du mouvement Croix de feu tout entier¹.

La crise des "Maréchaux", démissionnaires en juillet 1935, mise en valeur par une presse "non-conformiste" intéressée, ne doit pas être mythifiée. Les "jeunes" en cause l'étaient très relativement. C'étaient plutôt des *hommes* jeunes – pour la plupart âgés de 34 à 36 ans : Pucheu était né en 1899 – et brillants. Leur sobriquet vient de leur propulsion, sitôt recrutés et au vu de leur compétences, à la tête d'un "Comité de propagande des Volontaires nationaux" qui n'était nullement la direction plus ou moins représentative d'un mouvement de jeunesse. Il y eut certes un désaccord, moins sur un programme que sur la notion même de programme. Bertrand de Maud'huy apporta la caution de son groupe au plan du 9 juillet 1934 et Pucheu rédigea l'année suivante un *Manifeste des Volontaires nationaux* à la même mode synthétique des années 1930 : le colonel, qui ne voulait pas se lier les mains le rejeta. Quelques proclamations "révolutionnaires" pourraient laisser croire aussi à une surenchère extrémiste classique dans certaines organisations de jeunesse. En fait les sources concordantes, y compris les mémoires d'un des intéressés, Claude Popelin², montrent que la "scission" ne fut que celle de maréchaux sans troupes. On rencontre dans les archives quelques cas provinciaux pouvant sembler analogues, mais sans concordance chronologique laissant supposer une relation directe avec les Maréchaux ; et les itinéraires ultérieurs sont tous personnels malgré une fascination commune, mais non générale et du reste provisoire, pour le PPF de Doriot. L'appréciation *a posteriori* de Philippe Rudaux, qui donne un point de vue PSF, est assez convaincante : c'étaient quelques hommes jeunes, conscients de leur valeur, ambitieux et pressés. Ils voulaient faire émerger une organisation politique à un rythme qui n'était pas celui de La Rocque, et

1. Archives nationales (AN) 451 AP 82, statuts des Volontaires nationaux. Nous rencontrons des exemples provinciaux précis de ce mode d'organisation et des problèmes qu'il pouvait poser ; il serait trop long de les citer ici. Sur les Maréchaux, leur rôle dans la formation des VN et dans la propagande générale du mouvement Croix de feu, on peut notamment consulter les mémoires de Claude Popelin, qui fut l'un d'eux : Claude Popelin, *Arènes politiques*, Paris, Fayard, 1974. Nous avons recueilli incidemment le témoignage conforme de Jean Chamant, ancien ministre, qui fut un Volontaire national assidu aux cours d'orateurs organisés par Popelin (entretien de Jean Chamant avec l'auteur 27 juillet 1996). Sur la "crise" des Maréchaux, voir le fonds La Rocque de la Fondation nationale des Sciences politiques (en cours de reclassement : dossier IV C 4, ancienne cote) : entre autres un dossier de presse, dont *La République* du 21 septembre 1935 qui publie le "Plan des Volontaires nationaux" ; voir aussi : Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996, p. 350-355.

2. Cité en note *supra*.

mettaient en cause la subordination – qui était aussi une légitimation – aux Croix de feu.

Les Volontaires nationaux ne furent donc pas une organisation de Jeunesses à proprement parler. Ils étaient naturellement plus jeunes que les Croix de feu, pour des raisons génétiques, mais auraient pu regrouper des quadragénaires si la mutation du mouvement n'avait été accélérée involontairement par la dissolution de 1936. Leur "crise" n'eut rien de dissuasif pour le futur parti à qui simplement un groupement national de jeunes ne s'imposait pas. Une telle formule naîtra marginalement au temps du PSF, en Alsace où la législation particulière interdisait les adhésions juvéniles. La lecture de *La Jeune France*, organe de la JPSF locale publié en 1938-1939, montre clairement qu'elle avait la caution des dirigeants du mouvement dont elle reflétait voire amplifiait la ligne "républicaine". Il fut peut-être même encouragé par quelques personnalités marquantes, au moins semble-t-il par le vice-président du parti, Charles Vallin, à faire école pour d'autres régions. Le journal cite les comptes rendus militants de quelques cercles de jeunes de la banlieue parisienne. Peut-être, si le fil de cette histoire n'avait été coupé en 1939, y aurait-il eu une JSF ?

Les Centres universitaires du PSF. ¹

A défaut de "jeunesses", le PSF se dota de groupes étudiants, quoiqu'incomplètement dotés d'attributs nationaux. Leur existence, autant que l'absence d'une organisation plus générale de jeunes, étaient cohérentes avec le style étrange du parti. Leur mission était la formation des élites futures du pays dans l'esprit de leurs devoirs sociaux plus encore que celle de militants ou de cadres politiques.

Les Centres universitaires s'inscrivaient dans la continuité, des Volontaires nationaux au PSF. A Paris, Jean de Mierry dirigeait au début de 1935 les groupes universitaires des Volontaires, auxquels fit suite le Centre universitaire du PSF, dirigé successivement par Pierre Suire, puis Jean Bernard et Paul Pernin. La désignation de tel de ces présidents confirme le modèle des "Maréchaux": Pierre Suire, né en 1909, était un nouveau venu, ayant adhéré directement au PSF sans être passé par les VN. Interne des hôpitaux de Paris, il se distinguait par un brillant cursus universitaire ; c'était un bon orateur, dont de

1. Des archives des Centres universitaires figurent dans le fonds La Rocque (AN, 451 AP 105, 114, 115, 122). La collection de *L'Étudiant social* et de *Pourquoi s'en faire ?* figurent dans le même fonds. L'activité des Centres universitaires apparaît aussi à travers les comptes rendus de la presse du PSF, nationale (*Le Flambeau*, *Le Petit Journal*) et régionale (une trentaine de titres) ; voir aussi: John Rymell, *Militants and Militancy of the Croix de feu and Parti Social Français*, thèse, University of East Anglia, 1990.

surcroît la sensibilité péguyste était en phase avec celle de La Rocque¹ : il fut désigné par ce dernier dès 1937 pour présider aux destinées du Centre de Paris, ce qui voulait dire implicitement de l'ensemble des Centres universitaires. L'année suivante il fut membre élu du comité directeur du Parti. Le colonel s'impliqua d'ailleurs très personnellement, et sur un mode paternel, dans la vie des Centres. Il en fut de même des présidents de fédérations régionales ou départementales concernées.

Bien que leur action militante ait été coordonnée au niveau national, il faut parler des Centres universitaires au pluriel. Il y en avait un dans chaque grande ville universitaire de province. A Paris, il était dédoublé entre le Centre installé boulevard Saint-Germain et le Centre féminin sis rue Soufflot. L'appartenance se voulait celle d'un groupe étudiant plutôt que strictement partisan. Les membres du PSF étaient des militants à part entière mais tous les autres étudiants avaient accès au foyer et à tous les services, en payant une cotisation un peu plus élevée. L'organisation centrale fut tardive et lâche. Le premier congrès fut tenu à Paris en février 1938, le second à Bordeaux en février 1939. Les rapports débouchaient sur des motions générales, d'ordre intellectuel, corporatif ou moral. Ni les ordres du jour ni les documents cités ou conservés ne portent trace d'un débat contradictoire sur une organisation nationale, son orientation ni sa direction : celle de Paris, désignée d'en haut, semble avoir eu un rôle de fait, ou du moins constate-t-on la prééminence de ses présidents successifs ; des présidents de province, comme Yves Barbier de Dijon apparaissent aussi. La coordination nationale était en fait assurée par la presse. *L'Étudiant social, organe de la Réconciliation française chez les étudiants*, parut mensuellement (imprimé) à partir d'avril 1938.

Un Centre universitaire était avant toute chose un foyer éducatif. L'adhésion s'y faisait souvent par aiguillage familial, assurant une sociabilité contrôlée, garantie moralement – il faut rappeler que la mouvance large du PSF dépassait encore le chiffre millionnaire du parti et s'étendait largement, quoique non exclusivement dans les classes "bourgeoises". Le bulletin ronéotypé des "Soufflotines", les étudiantes de Paris, dont le titre "*Pourquoi S'en Faire?*" était un innocent jeu de mots et de sigle, exprimait plus l'atmosphère d'une compagnie de guides que d'une formation de jeunesses politiques. Le Centre assurait des services et une aide matérielle multiples : restaurant, loisirs, bibliothèque, cinémathèque, prêts, aide sociale pour les étudiants nécessiteux, placements pour de petites activités salariées telles que cours, etc... Il était un lieu de soutien intellectuel, dans le cadre d'un tutorat très actif, par les aînés, et de conférences dans lesquelles s'investissaient des sommités littéraires ou universitaires. En même temps, il se voulait un lieu d'éducation morale et sociale. La Rocque, en

1. Entretien de l'auteur avec le docteur Pierre Suire, 12 mai 1992.

exprimait la philosophie : l'étudiant était un futur chef – notion à lire à la lumière du style scout qui faisait la saveur du mouvement et aussi de la célèbre référence au rôle social de l'officier selon Lyautey ; les Centres universitaires le préparaient à jouer son rôle au service de la communauté.

L'influence des Centres semble, malgré l'incertitude des indices mesurables, avoir été considérable, au moins dans certaines facultés. La sociologie en était fortement différenciée. Le nombre des inscrits fut particulièrement élevé chez les médecins. Il semble avoir été important en pharmacie, en droit, voire en sciences, et dans certaines écoles, y compris les Sciences politiques. L'école des Chartes est spécialement mentionnée, avec une permanence et les noms d'archivistes connus. Toutes les sources confirment que le recrutement en lettres était moins aisé ; mais on rencontre également des représentants de cette faculté, ainsi que des khâgneux et des normaliens – dont le cacique de 1938. Il faut tenir compte du caractère mouvant de l'époque. Dans certains milieux le prestige des extrêmes, de gauche ou de droite, pouvait être plus grand que celui du mouvement bien pensant du colonel de La Rocque. Mais l'époque, avec la dissolution de l'AF et des JP, connaissait une évolution et on a quelques indices de progrès du PSF. Les chiffres sont incertains. L'indication par Philippe Rudaux de 3000 adhérents dans les deux foyers, masculin et féminin, de Paris est invérifiable. Mais les activités rapportées dans la presse (avec photos), l'existence d'un organe imprimé, le nombre des permanences spécialisées, les restaurants, le carnet, ne démentent pas l'hypothèse d'une fréquentation nombreuse. Jacques Prévosto, qui a étudié le PSF du Nord à partir de son fichier conservé, trouve 500 étudiants membres du PSF à Lille (sur 3000 étudiants). A Lyon, des archives datant de l'occupation font état d'un déclin du centre, de 800 à 300 étudiants entre 1940 et 1942, mais son restaurant servait encore 175 à 200 repas par jour en 1941-1942¹.

Le développement des Centres universitaires fut porté par l'image particulière du monde PSF: à la fois celle d'un microcosme chaleureux et d'un apostolat social. Les Centres participaient de l'atmosphère de sociabilité infra-politique de la "grande famille" PSF. Les militants formaient une aile du parti détachée dans le milieu spécifique des étudiants, et s'en voulaient aussi les animateurs. Dans quelques cas il semble que les initiatives imposées d'en haut par quelques tuteurs extérieurs aient été diversement appréciées, comme la restauration des traditions en déclin et le port de la "faluche", en séparant ce couvre-chef, fut-il précisé, de sa connotation de chahut étudiant : malgré les commentaires irrités recueillis *a posteriori*, ils semblent s'y être pliés dans leur majorité. Le social était d'abord la réflexion sur les problèmes propres du milieu étudiant, dont le logement, la santé... et un effort pour améliorer la situation des

1. AN, 451 AP 115, Cercle Mermoz, Lyon 1942.

uns et des autres. Didier Fischer ouvre une piste en nous rappelant – est-ce un héritage ? – que la mère de la sécurité sociale étudiante en 1946 fut Marcelle Devaud, sénateur PRL gaulliste : issue du PSF, liée au monde universitaire, elle avait été une dirigeante de l'action sociale du parti.

Mais le militantisme social fut beaucoup plus encore tourné vers l'extérieur, dans l'esprit prôné par La Rocque : on peut juger, au choix, qu'il relevait de la tradition des bonnes œuvres ou qu'il préfigurait avec un demi-siècle d'avance la mode contemporaine de l'action humanitaire. On note une très forte implication des médecins, des étudiants aux internes entamant une carrière hospitalière ou universitaire, avec souvent le soutien militant de professeurs. La nature des activités s'y prêtait, avec l'enjeu qu'étaient alors la santé, la prévention et l'hygiène. Des consultations gratuites et soins furent organisés ; l'effort porta particulièrement aussi sur la protection maternelle et infantile. D'autres actions sollicitaient toutes les compétences, de l'aide scolaire à l'animation sportive et à l'encadrement des colonies de vacances.

Les Centres furent bien sûr aussi un regroupement d'étudiants "nationaux", utilisant les moyens classiques de la propagande : réunions publiques dont un grand meeting de rentrée à la Mutualité en 1938, conférences, journaux et tracts. Ils participaient à des cercles militants plus larges, comme le Cercle national des khâgnes : dans ce groupe de discussion œcuménique (à droite) sa présence semble avoir été en progression, ce qui lui permit de dissuader une conférence que devait tenir Xavier Vallat en 1938¹. Les étudiants PSF présentaient parfois un visage plus abrupt que celui du "social". Ils participaient à l'expression d'une xénophobie professionnelle qui agitait particulièrement la faculté de médecine : on peut certes y soupçonner une part discrète d'antisémitisme mais il faut sans doute aussi l'inscrire dans une mentalité de crise. Pour autant, ils semblent avoir en majorité été éloignés de l'extrême droite et leurs prises de position doivent être replacées dans les ambiguïtés de l'époque. Le docteur Suire, qui devint un résistant de la première heure et un ami d'Edmond Michelet, justifiait *a posteriori* la revendication d'une limitation des médecins étrangers devant Bénédicte Bergès qui l'a particulièrement interrogé sur ce point². Tel ancien membre du Centre, qui fut également résistant par la suite, nous a relaté l'intérêt très engagé avec lequel lui et ses amis suivaient la progression des armées franquistes en Espagne. L'horreur suscitée par la guerre civile n'en semble pas moins avoir été sincère,

1. Sur le Cercle national des khâgnes (CNK), nous avons recueilli, au détour d'un entretien sur un autre objet (11 février 1994), le témoignage de Michel Raingard, ancien député de la Loire-Inférieure (entre 1951 et 1958) qui en fut membre à la fin des années 1930. L'intéressé appartenait alors à la Fédération républicaine. Des compte rendus substantiels figurent dans *L'Étudiant social*. Ajoutons que le président du CNK, André Blanchet, était membre du PSF.

2. Bénédicte Vergez nous a communiqué la copie d'une lettre du docteur Suire – que nous avons nous-même interviewé pour d'autres objets – qu'elle avait interrogé pour sa thèse sur *Les internes et anciens internes des hôpitaux de Paris 1918-1945*, IEP de Paris, 1995.

dans la ligne d'un propos officiel du parti qui en faisait un repoussoir exorcisant les affrontements français. Devant l'Allemagne, le ton de *L'Étudiant social* était clairement celui de la répulsion, présentant le nazisme comme l'ennemi même de la civilisation chrétienne. L'organe étudiant publiait sur ce sujet un compte rendu très favorable du livre de René Capitant, qui n'était assurément pas de son bord politique ; l'éditorial de Paul Pernin sur Munich en octobre 1938 était d'une parfaite lucidité.

Les Centres universitaires furent enfin un noyau exemplaire du militantisme PSF en général. Nous avons signalé leur implication toute particulière dans le "social", qui était sa raison d'être officielle. Mais l'appel aux compétences leur valait d'autres fonctions. Ils furent notamment mis à contribution dans la formation de militants et d'orateurs de toutes origines sociales. Des projets d'écoles appuyées sur leur contribution étaient inégalement réalisés en 1938-1939 dans diverses fédérations départementales ou régionales. Leur rôle de pépinière de cadres, l'implication d'un certain nombre de leurs dirigeants dans les tâches générales des fédérations apparaissent bien à travers les comptes-rendus de la presse locale du parti. Cette fonction nous conduit à une interrogation devant un héritage peu visible.

Quel héritage ?

L'héritage humain du PSF dans la vie politique et sociale d'après guerre a été considérable quoiqu'occulté. Il nous pose d'autant plus un problème du point de vue de notre objet: la contribution de ce parti jeune par l'âge moyen de ses membres n'apparaît guère à travers ses formations de jeunesse.

La multiplicité des ramifications militantes peut être une cause de dispersion. A côté des Centres universitaires, bien d'autres organisations satellites du parti intéressaient particulièrement les jeunes : la Société de préparation et d'éducation sportives, Travail et loisir, les Auxiliaires de la défense passive, les Aéro-clubs Jean Mermoz... L'importance des activités plus sociales que politiques, les désillusions ultérieures, peuvent expliquer la déperdition massive de ce qui avait été le plus gros réservoir militant de la fin des années trente. Il faut ajouter que ce qu'on en repère n'est que la partie émergée d'un iceberg. Localement aussi, on repère le rôle de réseaux militants, par exemple au RPF, qui ne relèvent pas des ambitions électorales personnelles.

Dans l'éventail des reclassements individuels à partir du défunt mouvement, de la ligue des Croix de feu au Parti social français, on trouve toutes les formations politiques de droite et du centre d'après guerre : PRL, UDSR, RPF, MRP, RGR, sans parler de filières politiques régionales comme celle des organisations pré-gaullistes d'Alsace. Leur diversité est encore sous-estimée en raison d'étiquettes trompeuses de 1945-1947 : tel "radical" pouvait être un

jeune ancien militant du PSF. Globalement nous pouvons, dans un chiffre forcément très inférieur à la réalité, prouver une telle origine pour plusieurs dizaines de parlementaires élus de 1945 aux années 1960. Alors que la majorité étaient des hommes relativement jeunes, en âge d'avoir été Volontaires nationaux, le paradoxe est le petit nombre des cas identifiables provenant de formations assimilables à des organisations de jeunesse. Notre hypothèse principale est que la maigreur de cette moisson tient à l'immensité d'un mouvement dont les effectifs millionnaires défient tout repérage prosopographique un tant soit peu exhaustif. Le problème des Centres universitaires est un peu plus complexe.

Nous ne pouvons, en l'état de nos connaissances incomplètes, prouver formellement l'appartenance passée aux Volontaires nationaux que de seize parlementaires élus à partir de 1945 : Guy Petit, Julien Brunhes, Jean Bertaud, François Mitterrand (cas prouvé par autre que nous...), Jean Chamant, Henri Dubois, Claude Hettier de Boislambert, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques Féron, pour ceux qui furent élus sous la IV^e République ; Bertrand Motte, Henry Rey, Edmond Borrocco, Edmond Thorailleur, Bernard Dupérier, Paul Pernin, Léonce Franco (élu comme suppléant de Raymond Marcellin), pour ceux qui apparaissent dans les assemblées à partir de 1958. On peut ajouter un membre du Comité consultatif constitutionnel : Fernand Van Graefscheppe, secrétaire général de la FNSEA. Pour les raisons que nous avons précisées, il est probable qu'un grand nombre d'autres parlementaires, que nous repérons au PSF, aient également été VN. Nos sondages dans la réalité régionale du mouvement issu des Croix de feu nous permettent de le supposer de tous ceux qui, ayant l'âge des VN, étaient des cadres militants actifs dès la naissance du parti: pour donner un exemple dans le Nord, c'est très probablement le cas de l'orateur Georges Sarrazin, qui fut plus tard élu député UNR, en 1962.

L'héritage visible des Centres universitaires se réduit à deux députés : Paul Pernin, qui apparaît déjà dans la précédente catégorie, et Solange Troisier. Cet échantillon bien mince nous oblige à ajouter deux considérations : d'une part les archives (succinctes) et bulletins des Centres universitaires ne font sans doute apparaître que le petit nombre des étudiants PSF qui y militaient spécialement, sans qu'on puisse exclure que d'autres les aient fréquentés comme lieux de sociabilité ; d'autre part, et surtout, on trouve dans ce milieu un exemple achevé de l'idéologie de dévouement apolitique caractéristique du PSF : son noyau central se retrouve dans le groupe des fidèles de La Rocque cultivant son souvenir dans d'autres horizons. Peut-être trouve-t-on là un des exemples les plus significatifs de la déperdition du potentiel de son parti. En revanche, leur présence se retrouve dans la vie de la cité, particulièrement dans un domaine social qui rappelle leur origine. Mais nous sortons là de notre objet.